

<http://lipietz.net/Gramsci-et-la-Bretagne>

Politis n° 1285 (9-15 janvier 2014)

Gramsci et la Bretagne

- Vie publique - Articles et débats -

The logo for 'Politis' consists of the word 'Politis' in a bold, white, sans-serif font, centered within a solid red rectangular background.

Date de mise en ligne : dimanche 12 janvier 2014

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Ainsi, le maire de Carhaix, leader des Bonnets Rouges, appelle avec nous à la grande manif contre l'aéroport de Notre Dame Des Landes, le 22 février !

Je m'étais déjà étonné que le NPA ou l'UDB se joignent aux manif des Bonnets Rouges, rassemblant, contre la taxe-poids lourds, patrons de l'agro-alimentaire ou de la distribution et syndicalistes de la FNSEA et de Force Ouvrière, tandis que la CGT, la CFDT et la Confédération Paysanne, majoritaires chez les travailleurs de Bretagne, manifestaient ailleurs...

Pour désintriquer une telle confusion, il faut revenir à la théorie de « l'hégémonie » produite par le marxiste italien Antonio Gramsci, dans les années 1930. Pour lui, le pouvoir des classes dominantes ne repose pas principalement sur la coercition, mais sur la capacité de présenter leurs intérêts comme ceux du peuple tout entier, appelé à faire « bloc » autour d'elles. Capacité qu'il appelle « hégémonie » (du grec : direction, en français leadership). C'est possible, parce que chaque individu se trouve dans une situation complexe, où plusieurs « identités » se superposent. Un paysan breton peut se reconnaître comme petit propriétaire, petit entrepreneur, travailleur exploité par l'agro-alimentaire, Breton opprimé par les Parisiens... La pensée de Gramsci permet de penser les variations du système d'hégémonie dans le temps et de région en région.

La Bretagne se prête parfaitement à cette analyse. J'ai eu la chance de la voir évoluer depuis les années 1960, depuis un bloc réactionnaire subordonnant les Bretons à leurs nobliaux et curés au nom de la défense de la propriété, puis un bloc moderniste qui tentait de les unifier sous l'hégémonie de gros entrepreneurs agro-alimentaire, tel Alexis Gourvenec dans le Comité de liaison des intérêts bretons, et enfin une coalition qui tentait de les rallier comme travailleurs exploités, polarisant la contestation régionaliste contre le grand capital et l'État français, et l'aspiration des femmes à la liberté contre la domination cléricale. Ce devenir bloc, représenté par des socialistes chrétiens ou des écologistes, l'a emporté dans les années 70 et depuis dominait la Bretagne.

Cette Bretagne sous hégémonie moderniste de gauche, les géographes politiques français (H. Lebras, E. Todd, C. Guilly, L. Davezies), dans leurs livres récents, la classent « à part » dans le triste paysage du monde semi-rural périphérique voué au vote FN : la seule région qui, contrairement aux autres aires non-métropolitaines, aurait réussi à s'accrocher au côté brillant de la mondialisation. Et patatras : elle s'effondre depuis l'an dernier. C'est que nos auteurs, dans leurs analyses souvent pertinentes, ont oublié la dimension écologique.

Or précisément la crise est une crise à racines écologiques, notamment une crise de l'agriculture intensive mondialisée, dont la France, et tout particulièrement la Bretagne, est l'exemple. Et cette crise affole la Bretagne depuis l'an dernier. Les très pro-européens Bretons ne reconnaissent plus leur monde. Leurs emplois liés au productivisme s'effondrent. La classe ouvrière est dispersée dans de petites usines qu'on ferme ou comme patronat auto-exploité de camionneurs qu'on taxe. Sans compter les intérimaires roumains. Les paysans voient leurs investissements dans le modèle productiviste brutalement dévalorisés. La taxe poids-lourds, qui faisait consensus, apparaît désormais comme un complot parisien voire bruxellois contre la Bretagne. La porte est ouverte à la reconstitution d'un bloc de droite des « entrepreneurs lésés ». C'est la révolte des Bonnets Rouges.

Mélenchon a bien tort de les traiter d'esclaves et de nigauds, comme s'il vilipendait le vieux bloc cléricale de 1871. En fait la Bretagne voit depuis 50 ans la concurrence des deux blocs modernistes à vocation hégémonique mais aux frontières fluctuantes : l'un autour des travailleurs contestant le modèle productiviste où ils sont enfermés, l'autre autour des entrepreneurs ayant investi dans un modèle agro-alimentaire bas de gamme (symbolisé par les Poulets Doux), modèle périmé parce que le Brésil saura toujours faire bien pire. Un bloc aux méthodes « musclées »

(attaques de préfectures et des voies ferrées) mais qui peut s'appuyer sur le sentiment nationalitaire breton contre « Paris ». Et qui marque aujourd'hui des points.

C'est que le bloc progressiste-écologiste s'est retrouvé, à son corps défendant, aux premières lignes contre Ayrault, et sur ses terres : à Notre Dame des Landes. Il s'est le premier senti trahi par la gauche gouvernementale. Alors l'autre bloc, patronal, reprend du poil de la bête, s'engouffre dans la brèche et passe à la contre-offensive, depuis les terres d'origine de la Confédération paysanne. Du coup, celle-ci est clouée sur place, elle qui dénonçait la surexploitation des paysans par l'agro-alimentaire et la grande distribution, avec sa noria de camions !

Mais, en cherchant à « faire feu de tout bois » contre Ayrault, en se mêlant à la lutte de Notre Dame des Landes contre un projet de transport productiviste aberrant, le bloc patronal des Bonnets Rouges risque de se prendre un rateau : la dénonciation du même modèle, mais dans l'agriculture intensive, celui qui a conduit la Bretagne dans l'impasse. Il va falloir jouer serré.

Post-scriptum :

On suivra avec intérêt le [débat organisé par Mediapart](#)
Bizi (Pays Basque) / Troadec (Bretagne) / Mélenchon.